

Conseil Exécutif du 07 février 2017

**ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AU PROFIT DE DIVERSES
ASSOCIATIONS AU TITRE DE L'EXERCICE 2017**

Suite au vote du budget primitif 2017 en séance officielle du 16 décembre 2016, une dotation de 2 729 200 € a été inscrite au chapitre 65 – nature 6574 – du Pôle Développement Économique de l'Archipel concernant notamment les subventions de fonctionnement accordées aux associations et autres organismes.

Dans le présent rapport, il vous est proposé l'attribution de subventions prévues au budget pour un engagement de 414 457 € € en dépenses de fonctionnement.

Les subventions proposées s'inscrivent en faveur des actions suivantes :

CULTURE, VIE SOCIALE, JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS – 167 199 € -

- **Association « ADLIAN » : 122 075 €.** Il s'agit d'une subvention attribuée en soutien à la mise en œuvre de ses actions visant à diffuser, informer, promouvoir les activités associatives, culturelles et sportives de l'Archipel. *(Subvention attribuée en 2016 : 122 075 €)*
- **Association Archipel FM : 8 000 €.** Cette subvention participe aux charges de fonctionnement de l'association. *(Le montant alloué en 2016 était de 6 664 €)*
- **Association Spm Spinnaker : 3 000 €.** La subvention est accordée pour la participation au Rallye des Cousins à hauteur de 2 000 € et contribue aux charges de fonctionnement de l'association à hauteur de 1 000 €. *(L'association nommée Spm Sailing a bénéficié en 2016 d'une subvention de 1 500 €)*
- **Association Art Passion : 1 940 €.** Il s'agit d'une subvention de fonctionnement en soutien à cette association qui a pour vocation de promouvoir l'artisanat local. La subvention participe aux diverses charges de fonctionnement qui incombent à l'association (dépenses d'électricité, assurances..). *(Le montant alloué en 2016 était de 1 940 €)*
- **Association du Club Philatélique : 15 000 €.** La subvention participe aux dépenses liées à l'organisation de l'exposition internationale de philatélie à Saint-Pierre en juin 2017. Le budget prévisionnel de l'opération est estimé à 35 000 €. *(La subvention allouée en 2016 était de 10 000 € pour des dépenses de fonctionnement et des participations à des salons).*
- **Association La Niche : 1 164 €.** La subvention participe à la mise en œuvre des projets portés par l'association et visant à la protection et au bien-être des animaux de compagnie et ce, au travers d'activités sportives et culturelles. L'association prévoit

d'organiser la venue d'un éducateur canin en 2017. L'opération est estimée à 5 170 €. *(Le montant alloué en 2016 était de 1 164 €).*

- **Comité Miss SPM : 12 000 €.** La subvention participe aux dépenses liées d'une part à l'organisation du gala à hauteur de 8 000 € et d'autre part au fonctionnement de l'association, à hauteur de 4 000 €.
- **Association de l'École Ste-Croisine : 1 520 €.** La subvention participe aux dépenses liées à l'organisation d'une classe découverte à Langlade en juin 2017 sur une période de 5 jours pour 38 élèves de classe de CM1 sur la base d'une participation de 40€/élève.
- **Association Sportive et Culturelle du Collège : 1 000 €.** La subvention participe aux dépenses liées à l'organisation d'un voyage pédagogique au parc national de Gros Morne du 6 au 11 septembre 2017 pour 25 élèves de classe de troisième sur la base d'une participation de 40€/élève.
- **La Maison du Lycéen : 1 500 €.** Cette subvention participe aux différentes dépenses de l'association liées à l'organisation d'événements tels que le bal des finissants, thé dansant, activités pour les enfants pendant la période de Carnaval. *(Montant de la subvention en 2016 : 1 000 €)*

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE : 15 000 €

- **CACIMA : 15 000 €.** La subvention participe aux dépenses liées aux diverses actions commerciales et touristiques menées par l'animateur de ville. Ces actions se déclinent en 8 projets. *(Dans le cadre du recrutement d'un animateur de ville en 2016, une convention pluriannuelle 2016-2018 a été adoptée en 2016 prévoyant des contributions annuelles au profit de la CACIMA d'un montant maximal de 53 000 €)*

PATRIMOINE : 30 000 €

- **Sauvegarde du Patrimoine de l'Archipel : 24 000 €.** La subvention participe aux dépenses de fonctionnement de l'association et notamment les charges du personnel embauché sur contrat pour l'entretien des maisons Jezequel, Marie-Ange et SPA et la rénovation des dernières acquisitions de l'association, à savoir l'ensemble MOREL et GIRARDIN. *(Le montant alloué en 2016 était de 35 280 €).*
- **Les zigotos : 6 000 €.** La subvention participe aux dépenses de fonctionnement courantes (entretien des doris) et celles liées à l'organisation d'activités ou événements (activité de promotion et de rénovation des doris, échanges avec l'atelier bois du lycée technique ou l'AFC, pratique de la rame pour tout public durant la période estivale, développement de l'activité de pêche à la ligne avec journée de pêche-barbecue...). Le montant des dépenses prévisionnelles est de l'ordre de 22 600 €. *(Le montant alloué en 2016 était de 6 000 €).*

INTERVENTIONS SOCIALES : 202 258 €

- **Syndicat : 1 858 €.** Une subvention est attribuée chaque année aux syndicats qui en font la demande pour une participation à leurs charges de fonctionnement. Le syndicat concerné est le suivant :
 - **Syndicat Union Interprofessionnelle CFTD : 1 858 €** *(Subvention attribuée en 2016 : 1 858 €)*

- **Association des Ouvriers spécialisés Dockers : 196 000 €.** Il s'agit d'une subvention de fonctionnement versée à l'association en application des dispositions de la convention du 22 décembre 2008, pour la prise en charge des indemnités de garantie versées aux dockers et des charges sociales y afférentes. (*Montant de la subvention en 2016 : 196 000 €*)
- **Délégation de la Croix Rouge SPM : 2 000 €.** La subvention participe aux frais de formation des nouveaux chefs d'intervention de la délégation qui sera organisée en 2017 pendant une semaine ainsi qu'aux diverses dépenses de fonctionnement de l'association. (*Montant de la subvention en 2016 : 1 600 €*)
- **Association des Anciens Combattants : 2 000 €.** Cette subvention participe aux diverses dépenses de fonctionnement de l'association (*Montant de la subvention en 2016 : 2 000 €*)
- **Association Rhin et Danube : 400 €.** Cette subvention participe aux diverses dépenses de fonctionnement de l'association (*montant de la subvention en 2016 : 200 €*)

En conclusion, il est proposé :

- d'attribuer ces subventions pour un montant total de **414 457 €**,
- de m'autoriser à signer les conventions financières annexées au projet de délibérations relatives à l'attribution des subventions au profit des associations Ouvriers Spécialisés Dockers, ADLIAN et Sauvegarde du Patrimoine de l'Archipel.
- de prélever les crédits au chapitre 65 du budget territorial, nature 6574.

Tel est l'objet de la délibération présentée.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

Le Président,

Stéphane ARTANO

=====
Pôle Développement Économique

=====
Actions Territoriales et Vie Associative

Conseil Exécutif du 07 février 2017

DÉLIBÉRATION N°29/2017

**ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT À L'ASSOCIATION DES OUVRIERS
SPÉCIALISÉS DOCKERS DU PORT DE SAINT-PIERRE AU TITRE DE L'ANNÉE 2017**

LE CONSEIL EXÉCUTIF DU CONSEIL TERRITORIAL DE SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON

- VU** la loi organique n°2007-223 et la loi n°2007-224 du 21 février 2007 portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'Outre-mer ;
- VU** le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- VU** la délibération n°79/2012 portant délégation d'attributions au Président du Conseil Territorial et au Conseil Exécutif ;
- VU** l'instruction budgétaire et comptable M52 ;
- VU** la délibération n°311-2016 du 16 décembre 2016 approuvant le Budget Primitif de la Collectivité pour l'exercice 2017 ;
- VU** la délibération n° 09-2015 du 30 janvier 2015 approuvant le règlement d'intervention économique de la Collectivité Territoriale ;
- VU** les crédits arrêtés au chapitre 65 du budget territorial 2017 ;
- VU** la demande de l'association réceptionnée en octobre 2016 ;
- SUR** le rapport de son Président,

**APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ
A ADOPTÉ LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT**

Article 1 : Le Conseil Exécutif du Conseil Territorial décide d'attribuer une subvention de 196 000 € à l'association des ouvriers spécialisés dockers au titre de l'année 2016 et autorise le Président à signer l'avenant n°12 ci-annexé à conclure avec l'association.

Article 2 : Les crédits nécessaires au règlement de cette dépense seront prélevés sur le budget territorial 2017 – chapitre 65 – nature 6574 – fonction 88.

Article 3 : La présente délibération fera l'objet des mesures de publicité prescrites par la loi et sera transmise au représentant de l'État à Saint-Pierre-et-Miquelon.

Adopté

7 voix pour
0 voix contre
0 abstention
Membres du C.E. : 7
Membres présents : 7
Membres votants : 7

Transmis au représentant de l'État

Le 10/02/2017

Publié le 10/02/2017

ACTE EXÉCUTOIRE

Le Président

Stéphane ARTANO

PROCÉDURES DE RECOURS

Si vous estimez que la présente délibération est contestable, vous pouvez former :

- soit un **recours gracieux** devant Monsieur le Président du Conseil Territorial – Hôtel du Territoire, Place Monseigneur MAURER, BP 4208, 97500 SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON ;
- soit un **recours contentieux** devant le Tribunal administratif de Saint-Pierre-et-Miquelon – Préfecture, Place du Lieutenant-Colonel PIGEAUD, BP 4200, 97500 SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON.

Le **recours contentieux** doit être introduit dans les deux mois suivant la notification de la décision de refus (refus initial ou refus consécutif au rejet explicite du recours gracieux) ou dans les deux mois suivant la date à laquelle le refus implicite de l'administration est constitué (*)

() Suite à un recours gracieux, le silence gardé pendant plus de deux mois sur une réclamation par l'autorité compétente vaut décision de rejet implicite.*

Approuvé en CE du

**AVENANT N°12 POUR LE VERSEMENT D'UNE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT À
L'ASSOCIATION DES OUVRIERS SPÉCIALISÉS DOCKERS DU PORT DE SAINT-PIERRE AU
TITRE DE L'ANNÉE 2017**

ENTRE :

La Collectivité Territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon, représentée par le Président du Conseil Territorial,

D'UNE PART,

ET :

L'Association des Ouvriers Spécialisés Dockers du port de Saint-Pierre, représentée par sa Présidente,

D'AUTRE PART,

VU la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et l'article 1 du décret n°2001-495 du 6 juin 2001 fixant l'obligation de conclure une convention pour les subventions attribuées à un organisme de droit privé dont le montant annuel dépasse la somme de 23 000 € ;

VU la convention pour le versement d'un concours financier en faveur de l'association des ouvriers dockers du port de Saint-Pierre en date du 22 décembre 2008 et ses avenants ;

VU la délibération n°XX/2017 attribuant une subvention à l'association des ouvriers spécialisés dockers et son rapport de présentation au Conseil Exécutif du 07 février 2017 ;

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 - Objet du présent avenant

Le présent avenant a pour objet de définir les conditions spécifiques au versement d'une subvention territoriale de plus de 23 000 € à l'association des ouvriers spécialisés dockers conformément à la législation en vigueur.

Article 2 - Objet de la Subvention de fonctionnement

Pour l'année 2017, la Collectivité Territoriale alloue une subvention de fonctionnement de 196 000 € à l'association. Cette subvention a pour objet de couvrir les indemnités de garanties

versées aux ouvriers dockers ainsi que les charges sociales afférentes pendant les périodes non travaillées.

Article 3 – Modalités et conditions de versement de la subvention

La subvention interviendra en 4 versements correspondant à 25 % du montant cité à l'article 1, soit une somme de 49 000 € versée selon le calendrier suivant :

- Le 1^{er} versement à la signature de la présente convention ;
- Le 2^{ème} versement fin mars 2017 ;
- Le 3^{ème} versement fin juin 2017 au vu de la présentation du rapport d'activité et des comptes de l'exercice 2016 (bilan, compte de résultat et annexes) ;
- Le versement du solde de la subvention, fin septembre 2017.

L'imputation budgétaire des montants indiqués dans la convention est la suivante :

- * Programme SUBVENTION, chapitre 65, nature 6574, fonction 88.

Les versements seront effectués sur le compte bancaire ouvert au nom de l'association.

Le comptable assignataire est le Directeur des Finances Publiques.

Article 4 – Communication

L'association s'engage à mentionner la participation financière de la Collectivité Territoriale sur tout support de communication avec insertion de son logo et lors de rapport avec les médias. Une maquette avec le logo devra être transmise au préalable à la Collectivité Territoriale pour VISA avant diffusion.

Elle devra être en mesure de produire la preuve que cette clause a bien été remplie.

Article 5 – Obligations de l'association et contrôle exercé par la Collectivité Territoriale :

L'association s'engage à :

1. communiquer à la Collectivité, au plus tard le 30 juin de l'année suivant la date d'arrêt des comptes, les comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexes) de l'exercice écoulé approuvés par l'assemblée générale, dûment signés et certifiés par le président de l'association ou certifiés par un commissaire aux comptes si l'association est dans l'obligation légale d'y recourir aux termes des dispositions de l'article L612-4 du code de commerce (associations recevant au moins 150 000 € de subventions) ;
2. transmettre le rapport d'activité de l'exercice écoulé approuvé par l'assemblée générale ;
3. tenir sa comptabilité selon les normes édictées par le plan comptable des associations et dans le respect des dispositions légales et réglementaires concernant les organismes privés subventionnés par des fonds publics ;

4. aviser la Collectivité de toute modification concernant ses statuts, sa présidence, ses coordonnées bancaires.

De manière générale, l'association s'engage à communiquer, sur la demande de la Collectivité Territoriale, tous documents justifiant de l'utilisation des subventions attribuées et de la bonne exécution de la présente convention.

De plus, l'association bénéficiant d'une subvention supérieure à 153 000 €, devra déposer à la Préfecture son budget et ses comptes conformément à l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000.

Les modalités de versement et de contrôle de la subvention se feront conformément aux dispositions législatives et réglementaires concernant les organismes subventionnés par des fonds publics. Ainsi, la Collectivité se réserve la possibilité de procéder à toute autre forme de contrôle de l'usage des fonds.

Le respect des présentes prescriptions est impératif. À défaut, la Collectivité pourra suspendre le versement de la subvention, voire exiger le reversement de tout ou partie des acomptes déjà versés et notamment dans les cas suivants :

- s'il apparaît que le financement octroyé a été partiellement utilisé ou utilisé à des fins non conformes à l'objet de la subvention ;
- s'il s'avère que les obligations auxquelles doit s'astreindre l'association n'ont pas été remplies (comptes non transmis, obligation de publicité non respectée...).

Dans tous les cas, le reversement sera demandé par émission d'un titre de recettes selon les conditions prévues par le règlement général des interventions de la Collectivité Territoriale (délibération 09-2015 du 30 janvier 2015).

Article 6 -Prise d'effet et durée de l'avenant

Le présent avenant prend effet à la date de sa signature par les deux parties et arrivera à expiration au 31 décembre 2017.

Article 7 - Renouvellement de la subvention

La subvention devra être expressément sollicitée chaque année par l'association.

À cet effet, elle transmettra dans les délais impartis le formulaire de demande de subvention qui lui sera adressé par la Collectivité Territoriale.

Article 8 - Résiliation de l'avenant

En cas de non-respect par l'une ou l'autre des parties de ses obligations résultant du présent avenant, celui-ci pourra être résilié de plein droit sans préjudice de tous autres droits qu'il pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Article 9 - Recours :

Tout litige résultant de l'exécution du présent avenant est du ressort du tribunal administratif territorialement compétent.

Fait à Saint-Pierre, le
(en 2 exemplaires originaux)

**La Présidente de l'association
des Ouvriers Spécialisés
Dockers**

Pour la Collectivité Territoriale,

Monique WALSH